

Sonia Le Gouriellec

chargée d'études Afrique à l'IRSEM



Afrique : Défense et politique étrangère

OCTOBRE 2014

Les notes de veille « Afrique » de l'IRSEM proposent une sélection des analyses de chercheurs sur l'actualité africaine du mois écoulé en matière de défense et de politique étrangère.

Sommaire

Relations bilatérales.....	1
Violence, conflits et terrorisme.....	2
Enjeux du secteur de la sécurité	3

Relations bilatérales

La *Rand Corporation* consacre une étude plutôt élogieuse à la « [guerre de la France au Mali](#) ». Pour son auteur, Michael Shurkin, l'opération Serval est « *un modèle pour la construction d'une force expéditionnaire telle qu'elle est envisagée par Odierno [le chef d'état-major des armées américaines], et en ligne avec les budgets futurs de l'armée de terre des Etats-Unis* ». Néanmoins, il s'interroge aussi sur la capacité, en termes de moyens, d'aller au-delà de Serval.

[Roland Marchal, chercheur rattaché au CNRS se félicite](#) que l'opération Barkhane prenne en compte la dimension régionale des réseaux djihadistes en Afrique de l'Ouest. Il note que l'opération Serval a ouvert une fenêtre d'opportunité pour la France. Celle-ci peut engager une réforme de sa présence militaire sur le continent. Le reste de l'article se montre assez critique.

Bien qu'il reconnaisse que « *dresser une liste précise des actions militaires en Afrique est difficile* », l'historien [Vincent Hiribarren \(Africa4\)](#) propose d'analyser la présence française en Afrique par ses interventions militaires. Le diagramme de Gantt qu'il a construit « *révèle la continuité de l'action française dans certains pays après la décolonisation* ».

L'épidémie d'Ebola a porté le Sierra Leone et le Libéria sous le feu médiatique. Bronwen Everill, enseignante-chercheuse au *King's College London* et spécialiste de l'histoire de l'abolition et de la colonisation, [revient sur les relations entre ces Etats et les Etats-Unis](#) et explique que le discours humanitaire n'est pas nouveau dans la région : « *le discours humanitaire médical est un discours ancien en Afrique de l'Ouest, une région qui était appelée «la tombe de l'homme blanc» aux XVIIIe et XIXe siècles* ».

Vincent Darracq et Daragh Neville analysent pour *Chatham House* [la stratégie de la Corée du Sud sur le continent africain](#). Dans cette note de recherche les deux chercheurs nous éclairent sur les particularités de la stratégie coréenne au regard de celles de ses concurrents sur le continent. Ils présentent ses atouts ainsi que ses limites, en tirant un premier bilan de l'action coréenne. Trois facteurs guident l'action de la Corée du Sud en Afrique : la recherche de la sécurité alimentaire et énergétique ; la création de nouveaux marchés pour leurs biens manufacturés et sa reconnaissance en tant que puissance à l'échelle mondiale.

Violence, conflits et terrorisme

Florence Gaub de l'*European Union Institute for Security Studies* propose [une introduction théorique à l'islamisme en tant que projet politique](#).

Comment les Etats-Unis doivent-ils gérer la recrudescence d'attaques terroristes en Tanzanie contre les chrétiens et les touristes étrangers ? [André LeSage](#) rappelle le contexte sécuritaire tanzanien et invite Washington à prêter attention à une problématique éminemment politique.

Face à la menace de Daech, David Cameron a annoncé une série de mesures dont l'augmentation de l'assistance humanitaire. [Pour Hannah Bryce](#) (*Chatham House*) lier aide humanitaire et objectifs politiques est risqué. Présenter comme un instrument gouvernemental, le principe de neutralité de l'aide humanitaire est remis en question et pourrait mettre en danger les travailleurs du domaine.

Bien que les motivations et les objectifs stratégiques de Boko Haram restent peu clairs, la sophistication de leurs attaques et leur létalité montrent à la fois l'importance d'une réponse forte et cohérente mais aussi l'échec du gouvernement nigérian en la matière. Le conflit contre Boko Haram est le plus meurtrier que le Nigeria ait connu depuis des décennies. Depuis 1998, au moins 29 600 nigériens ont été tués dans des conflits divers (ethniques, religieux, politiques et économiques) sur tout le territoire. Toutefois, depuis juillet 2009, au moins 11 100 personnes sont mortes dans les combats contre Boko Haram. Le conflit s'intensifie puisque 7000 personnes sont décédées entre juillet 2013 et juin 2014 alors qu'elles n'étaient que 1900 l'année précédente. [Nathaniel Allen, Peter Lewis et Hilary Matfess](#) (*Johns Hopkins University School of Advanced International Studies*) analysent [ces statistiques](#). La conclusion est sans appel : le conflit contre Boko Haram est l'un des plus importants du monde. Le nombre de victimes nigérianes est maintenant deux fois plus élevé qu'en Afghanistan.

Jakkie Cilliers (*Institute for Security Studies*,) propose [une analyse des conflits armés sur le continent africain](#). Ces derniers suivent une tendance globale à la baisse malgré une hausse des violences depuis 2010. Contrairement aux autres régions du monde, l'Afrique présente un nombre plus élevé de conflits non-étatiques. Comme au Moyen Orient, le terrorisme y est en forte croissance.

Pourquoi certains gouvernements respectent les droits fondamentaux de leurs citoyens et d'autres pas ? La répression politique est au cœur de [nombreux travaux de recherche](#) qui utilisent les données des rapports annuels sur les droits de l'homme pour mettre en évidence des corrélations entre ces abus et des facteurs nationaux ou internationaux (type de régime, économie, engagements juridiques internationaux, etc). Daniel W. Hill Jr. et Zachary M. Jones proposent d'[inverser cette approche](#) afin de prévoir les violences politiques. Par l'originalité de leur approche, ces deux chercheurs ouvrent un intéressant agenda pour la recherche en science politique: [ICI](#). La prévention des conflits politiques par la modélisation est également au cœur des [travaux d'Andreas Beger](#).

L'Afrique doit approfondir sa réflexion stratégique afin d'appréhender le futur avec sérénité. Elle doit penser plus systématiquement à long terme si elle veut profiter des opportunités que lui offre la croissance économique. C'est [la conclusion de Julia Schünemann](#), chercheur à l'*Institute for Security Studies*, qui tente de sensibiliser à la prospective stratégique sur le continent. Les efforts de planification à long terme comme l'agenda 2063 de l'Union africaine sont des exemples à suivre.

Le débat sur les Etats faillis a été relancé début octobre par un [article de Stephen D. Krasner et Thomas Risse](#). Ces derniers identifient trois facteurs qui déterminent le succès d'une intervention extérieure dans la reconstruction d'un Etat. De plus, ils récusent l'idée que les Etats faillis seraient des refuges pour les terroristes. Cette dernière a déjà été développée par d'autres chercheurs comme [Aidan Hehir](#). Le même jour [Justin Logan et Christopher Preble](#) (*Cato Institute*) se réjouissait de voir Stephen D.Krasner modifier son analyse sur les Etats faillis. En 2006, alors qu'il était le directeur de la planification des politiques au Département d'Etat, il fût le promoteur de l'idée qu'il combat aujourd'hui en faisant de la notion d'Etat failli une notion à vocation opérationnelle.

Enjeux du secteur de la sécurité

La MINUSMA a pour mandat d'aider au rétablissement de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire malien et d'accompagner les efforts nationaux et internationaux visant à rebâtir le secteur de la sécurité malien, en particulier la police et la gendarmerie. Gustavo de Carvalho et Liezelle Kumalo, chercheurs à l'*Institute of Security Studies*, tirent un [premier bilan du renforcement des capacités de la police malienne](#). Selon eux la MINUSMA doit restaurer la confiance de la population, participer au développement des infrastructures, fournir un soutien logistique aux services de sécurité et se concentrer sur le nord du pays.

L'*International Crisis Group* [publie la lettre et les recommandations](#) adressées aux participants de la réunion de haut niveau sur la Centrafrique qui s'est tenue le 26 septembre 2014. La [Réforme du Secteur de Sécurité en Centrafrique fait l'objet d'une étude](#) par Teodora Fuior et David Law. Ces deux chercheurs analysent la mise en œuvre de la réforme, lancée en 2008, et mettent en évidence ses défaillances. Pour eux l'échec du processus de consolidation de la paix était prévisible et des leçons doivent être tirées de cet échec pour mettre en œuvre une reconstruction plus efficace.

Sur [African Arguments](#), [Kris Berwouts](#) revient sur la restructuration des forces congolaises lancée en septembre 2014. Plus centralisée et rationalisées, cette restructuration reste en équilibre fragile et devra faire face à de nombreux défis dans les mois qui viennent.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#).